

Les Etats Unis jusqu'ici hostiles au maintien au pouvoir de Nkurunziza

Jeune Afrique, 19/02/2015 Grands Lacs : Russell Feingold, le cow-boy d'Obama L'Américain pour la région des Grands Lacs ne mâche pas ses mots, en particulier quand il s'agit de critiquer les mandats à répartition de certains chefs d'Etat. Et si cela dérange, qu'importe ! Il n'est pas là pour plaire, et il l'assume. Si les États-Unis n'avaient pas de visage en Afrique centrale, le vide est aujourd'hui comblé. Avec sa gueule d'acteur et son regard noir, Russell Feingold (photo), leur Américain pour la région des Grands Lacs, s'impose comme le cow-boy de Barack Obama.

"M. Feingold n'est ni gouverneur général ni proconsul" et il n'a pas "à se prononcer sur nos affaires intérieures", dit d'habitude l'agacé Lambert Mendé Omalanga, le porte-parole du gouvernement de la RD Congo. Pas sûr que cela impressionne Feingold, l'homme qui a bravé l'Amérique. C'était le 26 octobre 2001, six semaines après les attentats du 11 Septembre. Ce jour-là, tous les sénateurs des États-Unis ont voté en faveur du Patriot Act. Tous... sauf un, Feingold qui estimait que cette loi restreignait beaucoup trop les libertés individuelles. "Je ne suis pas du genre à suivre le troupeau et je ne suis pas venu à Washington pour m'y faire des amis", lançait alors le rebelle du Capitole. Seul contre tous, c'est une posture qui ne déplaît pas à cet ancien sénateur démocrate du Wisconsin. Né il y a soixante-dix ans dans une famille de confession juive - à l'une de ses sœurs est rabbin -, Feingold a fait son droit à Harvard et est devenu avocat. Après son élection au Sénat en 1992, il s'est distingué par ses prises de position très progressistes. Contre la peine de mort et pour la régularisation des sans-papiers, Feingold est ce que les Américains appellent un maverick, un esprit indépendant. Hostile à la guerre en Irak dès octobre 2002 - à il a même voté à l'initiative d'une procédure d'impeachment (destitution) contre George W. Bush pour ses "mensonges" irakiens -, le sénateur pacifiste a naturellement choisi Barack Obama contre Hillary Clinton lors de la primaire démocrate de 2008. Depuis, les deux hommes sont très proches. En 2010, Feingold a été battu par un républicain dans le Wisconsin. Mais ses dix-huit années au Sénat lui ont donné l'occasion de s'intéresser aux Grands Lacs. En juin 2013, c'est donc lui, le contraire du diplomate mou, qu'Obama a choisi pour le représenter dans cette région à feu et à sang. Les chefs d'État visés par ces ultimatums Les groupes armés sans foi ni loi de l'est du Congo - et notamment les Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR) - ne sont pas les seuls à redouter les ultimatums de l'Américain. Les chefs d'État sont aussi visés. Ce 9 février, trois semaines après les manifestations anti-Kabila qui ont fait au moins 27 morts en RD Congo, Feingold s'est arrêté à Kinshasa pour dire qu'il voulait l'assurance que la présidentielle aurait bien lieu avant la fin de 2016. "Les États-Unis sont opposés à ce que l'on modifie les Constitutions pour favoriser le maintien au pouvoir des dirigeants, et cette approche vaut pour tous les pays de la région", a ajouté l'Américain dans un message à peine codé au Burundais Pierre Nkurunziza, au Congolais Denis Sassou Nguesso et au Rwandais Paul Kagame. Déjà, le 30 décembre dernier, Feingold s'était prononcé contre le projet du président burundais de briguer un troisième mandat en 2015. "Ce serait contraire à l'esprit de l'accord d'Arusha [d'août 2000]", avait-il précisé. "Je ne suis pas toujours facile à vivre, car je ne recule pas sur certaines choses", reconnaît ce caractère bien trempé, père de deux filles et deux fois divorcé. De bonne source, ses tentatives - tentatives avec certains ministres du continent finissent quelquefois par une prise de bec. Il y a un an, quand Feingold s'arrêtait dans une capitale africaine, il était presque toujours reçu au palais présidentiel. Aujourd'hui, c'est plus rare. Dans la sous-région, quelques-uns aimeraient bien s'en débarrasser. Mais tant qu'il a la confiance d'Obama... Par Christophe Boisbouvier